

suspendue pour le reste de la session actuelle. Ai-je raison, Votre Honneur?

Son Honneur le Président: Oui.

L'honorable M. Grosart: Merci.

L'honorable M. Sparrow: Monsieur le Président, ai-je raison de croire que je puis parler autant de fois que je le veux?

Son Honneur le Président: Oui.

L'honorable M. Grosart: Parlez aussi souvent que vous le voulez.

L'honorable M. Sparrow: Merci, Votre Honneur.

Plus tôt, aujourd'hui, le leader adjoint du gouvernement (l'honorable M. Langlois) nous a à nouveau déclaré que rien ne pressait le Sénat d'adopter ce bill. Il a déclaré qu'on pouvait l'étudier aussi longtemps que voulu ici et de même en comité. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette déclaration; ne sachant pas que le Sénat allait siéger aujourd'hui, mercredi soir j'ai reçu un appel téléphonique à Battleford (Saskatchewan), à 7 heures, et une heure plus tard j'ai reçu un télégramme m'informant que le Sénat se réunissait à 11 heures vendredi matin. A cette époque de l'année, au moment où les réservations sont difficiles, je me demandais comment j'assisterais à cette séance importante. Aussitôt après avoir reçu le télégramme, j'ai téléphoné pour réserver un avion qui pourrait m'amener ici à temps; on a mis mon nom sur la liste d'attente et, heureusement ou malheureusement, comme on voudra, je suis ici.

• (1500)

Honorables sénateurs, le comité permanent des banques et du commerce, à qui plusieurs espèrent renvoyer le projet de loi aujourd'hui, n'a qu'un membre de l'Ouest canadien ici aujourd'hui, c'est-à-dire l'honorable Harry Hays, qui a proposé le projet de loi.

Deux autres membres de ce comité, le sénateur Sidney L. Buckwold de Saskatoon et le sénateur Everett de Winnipeg, ne sont pas ici. J'ignore pourquoi ils sont absents, mais s'ils ont eu autant de difficulté que moi à retenir des places pour venir ici, ils ont pu être dans l'impossibilité de se présenter. Parmi les membres du comité qui peuvent voter, nous avons donc un sénateur de l'Ouest, pour examiner et étudier cet important projet de loi.

L'honorable M. Argue: Et en tout, il n'y a que 8 membres sur 30.

L'honorable M. Sparrow: Honorables sénateurs, je ne veux pas parler du rejet de ma motion. Je suis sénateur depuis près de quatre ans et je n'ai encore jamais eu à me prononcer sur un projet de loi qui vient tout juste d'être adopté par l'autre chambre. On ne m'a encore jamais demandé d'être prêt à en discuter dans les heures qui suivent.

L'honorable M. Argue: Bravo!

L'honorable M. Sparrow: Je crois que le Sénat me doit, ainsi qu'à tous les autres sénateurs, de permettre que chacun parle en connaissance de cause, lors de la deuxième lecture, après avoir eu l'occasion d'étudier le projet de loi et les amendements qui s'y rapportent. Je ne suis pas en mesure de discuter ici chaque article de ce bill et je ne vois pas de sénateurs qui devraient s'attendre à ce que je sois qualifié pour participer à cette discussion, vu que le bill n'a été adopté qu'à 6h30 ce matin. Je ne me suis levé qu'à 7h et ai dû quitter mon domicile à 9h pour arriver ici à 11h.

Nous devrions avoir la possibilité d'étudier le bill et de le discuter en seconde lecture. Si je n'ai pas cette possibilité, comment les autres membres du comité vont-ils connaître mon opinion ou celle d'autres collègues sur ce sujet, afin qu'ils puissent voter intelligemment?

La motion proposant l'ajournement des travaux de la Chambre a été rejetée aujourd'hui. Cette motion était destinée à offrir la possibilité d'étudier le bill, afin que nous puissions rencontrer nos collègues et en discuter avec ceux qui s'y intéressent. Je pense que nous n'aurons pas la possibilité de le faire, si cela doit être soumis au comité cet après-midi et revenir ici aujourd'hui pour la troisième lecture.

Nous n'avons pas eu l'occasion d'étudier le bill et par conséquent je n'ai pas les connaissances qui me permettraient de poser intelligemment des questions ce soir à la réunion du comité. Aussi puissant que puisse être le groupe d'experts qu'a mentionné le sénateur Hays, qui dit que les hauts fonctionnaires seront présents pour répondre aux questions, je me demande à quoi cela servira si je n'ai pas eu le temps de préparer les questions que je désire poser au ministre et aux fonctionnaires.

Le sénateur Goldenberg a soulevé que dans l'amendement au bill, on trouve le mot «plébiscites». Je n'ai pas besoin de parler aux gens de ceci, d'en parler au gouvernement provincial, d'en parler aux gens qui l'ont introduit. L'amendement dit:

(ii) tout autre produit agricole naturel et toute partie de l'un de ces produits au sujet desquels le gouverneur en conseil est convaincu, en raison de déclarations faites par des gouverneurs provinciaux, à la suite de plébiscites, ou autrement, que la majorité des producteurs de ces produits au Canada s'est prononcée en faveur de l'établissement aux termes de l'article 17 d'un office ayant des pouvoirs afférent à ce produit;

Je n'ai pas les chiffres, et j'ai besoin de savoir combien de producteurs nous avons dans l'Ouest du Canada, combien de producteurs nous avons en Ontario et combien nous en avons dans les Maritimes. Je ne suis pas si sûr d'être prêt à demander à quiconque de répondre à ces questions, ou que je m'attends qu'on puisse y répondre aujourd'hui. Il faudra du temps pour obtenir ces chiffres.

Y a-t-il une majorité des producteurs de ce pays qui se trouve réunie dans une province, ou n'y en a-t-il pas? Je l'ignore. Si ceci est une «majorité des producteurs», cela ne doit pas être une majorité des provinces qui en font la demande. Au moins, c'est la manière dont j'ai compris ce que le sénateur Goldenberg a dit. Le texte dit «une majorité de producteurs». S'il y a 1500 producteurs dans l'Ouest du Canada et 1501 en Ontario, alors les provinces de l'Ouest n'auront pas leur mot à dire dans ce bill. Il se peut que nous ayons plus de producteurs ou qu'il y en ait un nombre égal. Je ne connais pas la réponse à cette question et je désire l'avoir, étant donné que sans elle il est impossible de discuter d'une manière intelligente.

Tous les producteurs du Canada désireraient ardemment bénéficier d'un office de commercialisation qui avantagerait tous les Canadiens. Nous ne voulons pas un office qui désavantagerait vraisemblablement certaines provinces ou régions du pays. Voilà pourquoi nous devons obtenir ces réponses.

Je ne pense pas pouvoir obtenir ces faits et chiffres ni à la Chambre ni au comité avant la sanction royale—que tout le monde attend—et qui, selon les rumeurs, aura lieu à 6 heures. Tous les députés sont prêts à se précipiter de